



Non à la régression des droits des femmes en Espagne et ailleurs !

**La liberté face à l'obscurantisme
2014 : pour nos droits, pour nos choix !**



**Les féministes espagnoles organisent une
manifestation à Madrid le 1er février**

**MOBILISONS-NOUS
POUR LES SOUTENIR
MANIFESTONS
PARTOUT ENSEMBLE**

SAMEDI 1^{ER} FEVRIER

14h – Paris -Place Joffre

(École Militaire)

jusqu'à

l'Ambassade d'Espagne

20 décembre 2013, le gouvernement espagnol Rajoy veut annuler la loi autorisant l'avortement, rappelant les sombres heures du franquisme.

Il revient sur la loi obtenue en 2010 qui légalisait l'avortement jusqu'à 14 semaines d'aménorrhée (22 pour raison médicale) au mépris des recommandations des textes internationaux de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'Organisation des Nations Unies.

Renouant avec des pratiques qui dénie la liberté de choix aux femmes au mépris des droits humains fondamentaux, il annonce clairement son projet de société : maintenir les femmes dans un statut social étroit et de soumission.

Cette attaque du gouvernement espagnol s'inscrit dans l'offensive européenne des opposants aux droits des femmes comme l'a illustré en décembre 2013 le rejet du rapport Estrela par le

Parlement européen (rapport sur la santé et les droits reproductifs traitant de l'accès aux contraceptifs et à l'avortement, de la procréation médicalement assistée, de l'éducation sexuelle et de la liberté de conscience). Ce rapport proposait que l'avortement soit de la compétence de l'Union européenne, encourageant ainsi tous les états membres à l'autoriser.

Ce refus d'accepter le droit des femmes à disposer de leur corps, cette persistance à les considérer comme des sous citoyennes incapables de décider par elles-

mêmes désigne l'enjeu : quelle société voulons-nous ?

Le combat des femmes, des forces démocratiques et associatives espagnoles pour ce droit fondamental est le nôtre, et nous le soutiendrons ici et ailleurs car il est le combat de celles et ceux qui veulent l'égalité entre les femmes et les hommes.

Il rejoint les luttes que nous avons menées et que nous continuons à mener dans notre pays. Car, si le droit à l'avortement est bien inscrit dans la loi française, la concrétisation du droit à travers des centres d'avortement nombreux, permettant un accueil et des soins de qualité, n'est toujours pas assurée de manière satisfaisante dans toutes les régions.

C'est aussi un soutien à toutes les femmes obligées de se rendre dans une autre région ou dans un autre pays parce que là où elles vivent l'accès à l'avortement est difficile, voire interdit.

Nous appelons à :

-Lutter pour une Europe où toutes les femmes pourraient disposer librement de leur corps sans contrainte étatique et religieuse, et qui intègre ces droits à la Charte européenne des droits fondamentaux ;

-Soutenir le combat des femmes espagnoles pour conserver l'acquis qu'elles ont gagné de haute lutte.

Non à l'ordre moral qui veut gérer nos vies, Oui à nos droits, tous nos droits et à la liberté de choix d'avoir un enfant ou non.

PARCE QUE JE DÉCIDE - PORQUE YO DECIDO

Texte écrit par Alicia Miyares qui sera remis le 1^{er} Février à Madrid au Congrès des députés, au chef du gouvernement, au président du Congrès, à la Ministre Ana Mato, au Ministre Alberto Ruiz Gallardón et aux différents groupes du Congrès.

Parce que je décide, à partir de l'autonomie morale qui est la base de la dignité de toute personne, je n'accepte aucune obligation ou interdiction concernant mes droits sexuels et reproductifs et, en conséquence, aucune entrave à ma totale réalisation en tant que personne. En tant qu'être humain autonome, je refuse d'être soumise à des traitements dégradants, à des ingérences arbitraires et à des tutelles coercitives dans ma décision d'être ou de ne pas être mère.

Parce que je suis libre, j'invoque la liberté de conscience en tant que bien suprême comme fondement de mes choix. Je qualifie de cyniques ceux qui en appellent à la liberté pour la restreindre, et de malveillants ceux qui, sans se soucier de la souffrance causée, veulent imposer à tous leurs principes de vie basés sur des révélations divines. En tant qu'être humain libre, je refuse d'accepter une maternité forcée et un régime de tutelle qui condamne les femmes « à la minorité d'âge sexuel et reproductif ».

Parce que je vis en démocratie, et que je suis une démocrate, j'accepte les règles du jeu qui séparent les droits relatifs au péché et à la loi religieuse. Aucune majorité politique issue des urnes, aussi absolue soit-elle, n'est légitime pour transformer les droits en délit et nous obliger à suivre des principes religieux sous peine de sanction pénale. En tant que citoyenne, j'exige de ceux qui nous gouvernent qu'ils ne transforment pas le pouvoir démocratique, sauvegarde de la pluralité, en despotisme.

Parce que je décide, parce que je suis libre et parce que je vis en démocratie, j'exige du gouvernement quel qu'il soit qu'il promulgue des lois favorisant l'autonomie morale, préservant la liberté de conscience et garantissant la pluralité et la diversité des intérêts.

Parce que je décide, parce que je suis libre et parce que je vis en démocratie, j'exige que soit conservée l'actuelle « Loi de santé sexuelle et reproductive et d'IVG » pour favoriser l'autonomie morale, préserver la liberté de conscience et garantir la pluralité des intérêts de toutes les femmes.